

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

**ACTES DU COLLOQUE :**

« NEUJ PRO 2016 – 15<sup>e</sup> Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »

**TABLE RONDE 3**

**Insertion professionnelle : de nouveaux outils d'accompagnement**

**Intervenants :**

**Mélissa JBARA**, président de La cravate solidaire Lyon

**Elodie BRISSET**, chargée d'études et de recherche, association Vacances ouvertes

**Sabine DUBESSAY**, directrice de la mission locale de Moulins

**Animatrice :**

**Viviane MASSACRIER**, responsable du pôle insertion emploi logement, Département de l'Allier

**Problème d'enregistrement au début.**

**Dominique Tajana** : c'est sur la base du volontariat. C'est là qu'est la difficulté. Des conseillers de missions locales repèrent des jeunes qui ont envie de faire quelque chose. Ils leur expliquent. Un questionnaire a été réalisé par l'association nationale des groupements de créateurs. On le fait passer à tous les jeunes qui viennent à la mission locale. A partir de ce questionnaire, on repère les jeunes qui pourraient éventuellement être intéressés par ce dispositif. Et on les re-convoque en information collective pour leur présenter le dispositif pour avancer. Auparavant, on a réuni l'ensemble des acteurs du territoire qui peuvent travailler avec nous en partenariat dans différents domaines. Ça peut être des communes, des acteurs de l'insertion, des travailleurs sociaux pour leur expliquer ce qu'est un groupement de créateurs, pour leur donner les questionnaires et pour leur demander de repérer les jeunes et de nous les adresser. En effet, c'est la difficulté de repérer des jeunes au départ.

**Sabine Dubessay, directrice de la mission locale de Moulins** : On a beaucoup de visuels pour donner envie aux jeunes de se positionner par eux-mêmes comme Facebook. On fait beaucoup d'information collective. On fait des permanences dans les quartiers « politique de la ville » pour les sensibiliser.

**Dominique Tajana** : on travaille avec la régie de quartier, les chantiers d'insertion, l'ensemble des partenaires du territoire pour qu'ils repèrent des jeunes et nous les adressent. Il existe une difficulté qu'il ne faut pas oublier. Jusqu'à présent on avait du fonds social européen et ces jeunes ne pouvaient pas être dans plusieurs dispositifs à la fois. Des jeunes qui étaient dans la garantie jeune et qui avaient envie de créer une entreprise ne pouvaient pas être pris dans le groupement de créateurs. Ces aberrations viennent du fonctionnement des dispositifs.

**Intervention inaudible.**

**Dominique Tajana** : on est allé convaincre le conseil régional.

**Sabine Dubessay, directrice de la mission locale de Moulins** : C'est temporaire. C'est juste pour le dernier semestre 2016. En 2017, ça sera à nouveau du FSE.

**Dominique Tajana** : mais pas de l'IEJ, du FSE classique.

**Un participant** : comment êtes-vous sortis du FSE ?

**Dominique Tajana** : pour déposer un dossier FSE, il faut un minimum de 50 000 euros. On ne pouvait pas déposer un dossier FSE à cheval sur 2016 et 2017. L'appel à projets était bloqué au 31 décembre. Avec seulement 6 mois et dans la phase d'émergence, on n'était pas à 50 000 euros. On a travaillé avec le service FSE et le service formation du conseil régional pour essayer de trouver une solution. Et le service formation nous a sortis d'affaire en faisant le joint jusqu'au 31 décembre. Mais il est convenu qu'il est nécessaire de redéposer, pour l'année entière 2017, un dossier FSE. Là, on dépassera largement les 50 000 euros. Il faut que ce soit une mission locale qui porte un groupement de créateurs.

**Sabine Dubessay, directrice de la mission locale de Moulins** : madame Tajana est l'ancienne directrice de la mission locale de Moulins.

**Dominique Tajana** : en retraite.

**Sabine Dubessay, directrice de la mission locale de Moulins** : elle a mis le groupement de créateurs en place. J'ai pris le poste au 1<sup>er</sup> juillet. On est à deux voix aujourd'hui.

**Dominique Tajana** : j'ai travaillé comme consultante sur le dossier de montage de la validation.

**Viviane Massacrier, responsable du pôle insertion, emploi, logement, département de l'Allier** : une autre question sur le groupement ?

**Didier MIGLIACCIO, coordinateur du PLIE à Vichy Val d'Allier** : quels sont les jeunes qui ont réellement créé leur entreprise ? Avec un financement à 140 000 euros, les financeurs veulent savoir ce qui se passe après.

**Sabine Dubessay, directrice de la mission locale de Moulins** : il n'y a pas que la création. Il y a aussi l'accès à l'emploi. 18 jeunes sur les 45 ont accédé à l'emploi. Deux sont en cours de création. C'est imminent. Une est entrée en formation qualifiante pour sa création. Un jeune n'a pas abandonné l'idée de créer, mais il se donne un temps de maturation de son projet. Il a pris un emploi d'avenir en lien avec son projet pour acquérir de nouvelles compétences techniques et faire des formations pour compléter sa future activité.

**Viviane Massacrier, responsable du pôle insertion, emploi, logement, département de l'Allier** : la toute dernière question.

**Dominique Tajana** : les données nationales de création d'activité donnent des résultats de l'ordre de 30% d'accompagnement de véritables créations d'entreprises. On a en plus toute l'insertion professionnelle par l'emploi salarié qui est importante.

**M. le chargé de mission Talent à la ville de Clermont-Ferrand** : je voudrais comprendre la labellisation. Après une expérimentation d'un an, vous avez demandé à être labellisé ?

**Dominique Tajana** : pour démarrer, il faut contacter l'association nationale des groupements de créateurs. Il faut monter un dossier pour être accepté dans le réseau. Puis, on monte son groupement de créateurs. On le fait fonctionner. Il faut un an de fonctionnement pour qu'il y ait une phase d'émergence et un DUCA pour monter le dossier de demande de labellisation. Elle est donnée pour trois années. La demande de labellisation doit être refaite tous les trois ans.

**M. le chargé de mission Talent à la ville de Clermont-Ferrand** : Combien de temps se passe-t-il entre le moment où on a envie de monter un groupement de créateurs et le moment où on le monte ?

**Dominique Tajana** : si on part de rien, il se passe deux ans. Si on a la chance d'avoir, en Auvergne, déjà un groupement de créateurs, ça peut aller plus vite. Venez voir la mission locale de Moulins.

**Viviane Massacrier, responsable du pôle insertion, emploi, logement, département de l'Allier** : nous allons passer à l'intervenant suivant qui est madame Jbara qui est la présidente de l'association La cravate solidaire. Sur internet, on lit une formule qui est : « L'habit ne fait pas le moine, mais il y contribue ». Que mettez-vous derrière cette phrase ? Merci.

**Mélissa Jbara, présidente de l'association La cravate solidaire à Lyon** : ça a été énoncé par les créateurs parisiens. « L'habit ne fait pas le moine, mais il y contribue » parce qu'en France, quand on passe un entretien, on a des codes. Il faut souvent être habillé et se comporter d'une certaine façon. Nous tendons vers ces idées à La cravate solidaire. La cravate solidaire a pour mission de donner une tenue que les personnes gardent. Il y a des conseils de spécialistes en ressources humaines. En effet, si les gens qui se présentent en entretien avec la tenue gardent le chewing-gum dans la bouche ou n'ont pas une poignée de main assez franche, on n'est pas allé jusqu'au bout du sujet. Comment est né ce projet un peu fou ? Trois jeunes d'une école de commerce de la Défense ont eu cette idée. Ils ont dû acheter un costume en tant qu'étudiants en école de commerce. Quelques années plus tard, ce costume n'allait plus. Ils se disaient qu'ils ne devaient pas être les seuls à avoir des costumes trop petits, trop grands dans leurs placards. Si on les récupérait pour les donner à des gens ? Ils ont commencé à récupérer les costumes des parents, des copains, etc. Très vite, se sont amoncelés énormément de costumes dans leurs voitures et leurs chambres d'étudiants. Mais la tenue, ce n'est pas uniquement un costume. C'est un exemple. Ils ont constaté qu'ils mobilisaient une communauté importante de bénévoles. Les gens se sentaient concernés par ce sujet. Ils ont abordé ensuite la phase de l'entretien. En effet, quand les gens repartaient avec leur tenue, selon eux, il manquait quelque chose. C'est ainsi que sont nés les ateliers Coup de pouce. Aujourd'hui à Paris, La cravate solidaire comporte quatre salariés et trois services civiques. Le projet se développe en région. Je fais partie des porteurs de projet de La cravate solidaire à Lyon qui a déposé ses statuts en décembre 2015. Dans un premier temps, on collecte les vêtements. On a trois canaux de don. Le premier, ce sont les particuliers qui contactent l'association pour donner des vêtements. On a différents points de collecte dans nos associations ou chez des bénévoles. L'idée est de pouvoir échanger avec vous et expliquer ce que vos vêtements vont devenir. Le deuxième canal de don, ce sont les collectes dans les entreprises. Des grandes banques, des assurances, Casino se sont prêtés au jeu de la collecte. On récupère énormément de vêtements en un temps précis. On arrive le jeudi en entreprise où on présente l'association. On laisse le week-end aux gens pour vider leurs placards. Et on revient le mardi pour peser tous les vêtements parce qu'on demande une participation financière aux entreprises. C'est une forme d'autofinancement pour l'association. Le troisième canal, ce sont les fins de séries des entreprises comme les enseignes de chaussures, et d'autres, qui nous font don de leurs fins de séries. Les vêtements collectés arrivent dans nos locaux où commence une grande phase de tri pour garder le meilleur des vêtements et équiper nos bénéficiaires de tenues adaptées et correctes pour les entretiens qu'ils vont passer. Il y a la partie du don de la tenue et il y a la partie de l'entretien blanc. Nos bénéficiaires vont se retrouver avec deux bénévoles en ressources humaines qui leur font passer un entretien blanc. Ça s'appelle Cravate solidaire, mais nous aidons les hommes et les femmes. Nous ne donnons pas un costume à tout le monde. On s'adapte au projet professionnel de la personne, à sa personnalité, à ses goûts et à sa morphologie évidemment. La personne est dans un vestiaire avec deux bénévoles coachs en image qui vont l'aider à trouver la tenue la mieux adaptée de la tête aux pieds. On a aussi les chaussures, les accessoires pour les femmes, la sacoche, la mallette, le sac à main, etc. Et ils gardent leur tenue. Dans l'atelier Coup de pouce, on va accueillir les bénéficiaires pendant deux ou trois heures individuellement. On va leur offrir un café pour les mettre à l'aise. On souhaite apprendre à les connaître pour, parfois, détecter les raisons pour lesquelles ils peuvent échouer en entretien. Parfois, une personne va se confier au bout de 30 secondes sur ses problèmes de santé. On se dit que si le recruteur lui pose la question et qu'elle développe tout de suite le sujet de cette façon, même si ses soucis de santé sont passés et qu'elle le dit, ça envoie des signaux pas toujours positifs. Cette première phase de dix minutes nous sert à ça. Ensuite, elle part pendant 45 minutes à 1 heure avec les deux bénévoles coachs en image qui vont l'aider à trouver sa tenue dans le vestiaire. Quand elle a sa tenue, elle retourne en salle d'accueil où les bénévoles coachs en ressources humaines viennent la chercher pour l'emmener passer un entretien de 45 minutes à 1 heure. Ensuite, il y a un débriefing que l'on a si rarement lorsqu'on passe un entretien. Il s'agit de valoriser les parcours, de redonner confiance en eux aux bénéficiaires, d'identifier leurs points forts, de leur apprendre à parler de leurs points plus faibles. Il s'agit de leur montrer que, dans tout parcours, il y a des forces sur lesquelles on doit travailler et pas sur les autres choses. On leur explique que, quand on cherche un emploi, on peut aussi se positionner

comme offreur de service, offreur de compétences. On leur rappelle que la personne qui reçoit en entretien d'embauche à un vrai besoin, qu'on apporte quelque chose à l'entreprise et qu'on n'est pas forcément en demande.

Nos bénéficiaires sont très divers. On accueille tout le monde, sans limite d'âge, sans limite de diplôme. La seule chose importante est d'avoir un entretien prévu dans les prochaines semaines. On se situe en fin de parcours d'insertion. Environ 70% des personnes nous arrivent par des structures partenaires comme les missions locales, les maisons de l'emploi. Et il y a 30% de personnes qui nous contactent directement. On les accueille gratuitement. J'insiste sur les 70% qui nous arrivent des structures sociales. Nous sommes le dernier coup de pouce avant l'entretien. L'accompagnement est important. Si la personne qui vient chez nous ne sait pas encore comment elle va faire garder ses enfants, pour nous elle n'est pas prête. Elle ne sera pas autant réceptive et ne tirera pas autant de l'atelier coup de pouce. Elle ne posera pas autant de questions que les autres. Il faut que nous gardions nos bénévoles mobilisés pour qu'ils reviennent.

A la fin des entretiens blancs que nous faisons passer, les bénévoles complètent une fiche de liaison qu'on remet au bénéficiaire directement ou au conseiller qui nous l'a envoyé pour que l'accompagnement continue, mais aussi pour savoir ce qu'il devient. On réalise un suivi à trois mois, six mois et neuf mois après le passage des bénéficiaires à La cravate. On leur propose de revenir s'ils en ont besoin pour préparer à nouveaux des entretiens.

Aujourd'hui, Les cravates émergent un peu partout. On en a une à Bruxelles, à Lille, à Caen, à Rouen, à Paris, au Mans, à Dijon, à Lyon et à Pau. Elles ne sont pas toutes actives, mais vont l'être très prochainement. On bénéficie des expériences des autres. Lorsque Paris a fait son atelier au bout de neuf mois d'existence, nous, nous l'avons fait au bout de cinq mois.

En 2015, La cravate solidaire a accompagné 400 bénéficiaires. Ce sont les chiffres de Paris. 150 bénévoles impliqués. 5 tonnes de vêtements collectés dans les entreprises et chez les particuliers. 70% des bénéficiaires ont réussi leur entretien pour entrer en formation ou pour retrouver un emploi. Ils n'ont pas tous retrouvé un emploi uniquement grâce à la Cravate solidaire. Ce sont les parcours d'accompagnement globaux qui permettent d'avoir des résultats aussi positifs. Voilà pourquoi on a besoin de recevoir les candidats en fin de parcours pour que le taux de retour soit optimal. 3 000 heures de bénévolat. Je vous l'ai dit, à Paris, il y a quatre salariés et trois services civiques. A Lyon, nous avons un service civique et des bénévoles. Lille vient de recruter son premier salarié. Pour nous, c'est en projet. À Lyon, nous sommes quatre cofondateurs. Nous avons une soixantaine de bénévoles en atelier image, en ressources humaines, en tri, en montage et démontage de vestiaires. A Lyon, on est en cours d'implantation et on vit plusieurs déménagements. On a huit points relais chez des bénévoles à Lyon et tout autour, dans l'Ain et dans l'Isère qui peuvent recevoir des dons.

**Viviane Massacrier, responsable du pôle insertion, emploi, logement, département de l'Allier** : il y a la question de la mobilité. Il faut qu'un jeune ou un moins jeune puisse se rendre dans vos locaux. Vous privilégiez les lieux proches des métros, des trams à Lyon.

**Mélissa Jbara, présidente de l'association La cravate solidaire à Lyon** : on a beaucoup entendu parler de financements précédemment. Je ne vous en parle pas parce qu'on les cherche. Chaque Cravate développe son modèle économique. À Lyon, on a eu la chance d'être rapidement soutenu par une entreprise, la fondation de l'Olympique lyonnais. Ils nous ont très rapidement mis un local à disposition et on a pu très rapidement commencer nos activités. Cet été, nous avons dû déménager et nous avons fait un point sur nos finances. Sans mise à disposition, nous ne pouvions pas continuer. On a compris. On s'est mis à la recherche de financements. On a eu un premier soutien de la mairie de Lyon. Les financeurs attendent de voir ce que l'on fait. On a déménagé le week-end dernier dans les nouveaux locaux que nous met à disposition la fondation de l'Olympique lyonnais. On est hébergé au grand stade. On parlait de mobilité et j'y reviens. Le grand stade à Lyon n'est pas accessible tout de suite. Mais il est accessible en transport en commun et notamment en tramway et bus. Cette solution est provisoire. Mais c'est une solution importante que j'ai hâte d'expérimenter pour faire des constats sur la mobilité des gens en recherche d'emploi. Je le dis avec une pointe d'inquiétude et aussi une pointe d'espoir et de confiance.

**Viviane Massacrier, responsable du pôle insertion, emploi, logement, département de l'Allier** : quels sont les horaires et la réactivité ?

**Mélissa Jbara, présidente de l'association La cravate solidaire à Lyon** : à Paris, ils travaillent les mercredis, vendredis et samedis. Les ateliers se tiennent l'après-midi de ces jours-là. En principe, on positionne les candidats plusieurs jours en amont. Toutefois, l'organisation des ateliers permet d'être réactif dans l'accueil de candidats à la dernière minute, entre guillemets. Il y a aussi des candidats qui ne se présentent pas au rendez-vous qu'on leur fixe. A Lyon, on expérimente avec la communauté de bénévoles pour voir dans quels créneaux ils sont davantage disponibles. A Paris, c'est de 13 heures à 19 heures en ateliers parce qu'ils ont des contraintes de transport différentes. A Lyon, on n'a pas les mêmes contraintes.

**Viviane Massacrier, responsable du pôle insertion, emploi, logement, département de l'Allier** : merci. Je vais passer la parole à Élodie Brisset de l'association Vacances ouvertes. J'ai trouvé une formule : « Favoriser l'accès aux vacances de ceux qui en sont éloignés, faire des vacances un projet pour l'autonomie, la mobilité et la citoyenneté ». Utiliser les vacances comme un outil d'insertion, c'est l'objet de votre participation.

**Élodie Brisset, chargée d'études et de recherche, association Vacances ouvertes** : bonjour à toutes et tous. Je vais proposer un modèle inverse aux imaginaires classiques et vous proposer plutôt le chemin des vacances comme accès à l'insertion. L'association Vacances ouvertes a été fondée en 1990 par Edmond Maire. Elle se veut un centre de ressources pour les professionnels de l'action sociale et de l'éducation populaire par ses études, son catalogue d'information, ses outils d'accompagnement et ses dispositifs d'aide aux projets vacances. Pour le volet jeunesse, ce sont des vacances en autonomie. Ces dispositifs intègrent le souhait de la tranche d'âge 16/25 ans de vacances en autonomie, c'est-à-dire sans parents, mais aussi sans encadrement, tout en levant les freins qui sont, a minima, des freins financiers, avec une bourse d'un minimum de 130 euros selon les territoires, par chèques-vacances ou carte prépayée. L'autre frein qui est assez récurrent est un frein méthodologique, technique, logistique. Là, nos dispositifs s'appuient sur le déploiement d'un soutien technique par des professionnels-relais de missions locales, de structures du réseau IJ, information jeunesse, de FJT. Vacances ouvertes positionne ses dispositifs et le projet de vacances comme un outil de mise en dynamique de projet des personnes. Avant la mise en dynamique de la question vacancière, c'est le projet qui compte. C'est attractif parce que c'est la thématique des vacances. Cela se rapporte au ludique, au récréatif. Mais ce projet a, peut-être plus que d'autres, de fortes chances de réussir. C'est une approche nouvelle de l'accompagnement au départ parce ces dispositifs promeuvent un accès large et mixte aux vacances dans une logique de lutte contre les exclusions. Mais au-delà de ça, c'est une inclusion sociale par les vacances. On est dans une logique d'autonomisation des personnes. On propose une double entrée dans la branche jeunesse. Il y a les jeunes « tout-venant » que sont des jeunes scolaires, étudiants. Et on a une spécificité pour les jeunes inscrits en parcours d'insertion renforcée

Je vais vous présenter quelques résultats de l'étude d'observation de ces dispositifs jeunesse qu'on a menée sur trois ans, depuis 2013. Je mettrai la focale à chaque fois que possible sur les jeunes en parcours d'insertion renforcée, c'est-à-dire inscrits en mission locale, FJT, CIVIS ou autres dispositifs. Ces jeunes ont de 15 à 25 ans pour l'essentiel, moyenne d'âge entre 18 et 20 ans. On a deux grands profils : les jeunes « tout venant » éloignés de la question de l'autonomie et qui vont positionner dans ces projets vacances un enjeu de liberté, de détachement des parents et d'un autre côté des jeunes davantage dans une logique d'affirmation, éloignés des vacances, éloignés de la norme qui attendent de ces vacances de partir comme tout le monde. Il y a quatre séances d'accompagnement individuel ou collectif des professionnels aux projets vacances. Les jeunes ont besoin d'être accompagnés dans la construction du budget. Il s'agit de savoir ce que coûte tel produit et de prévoir les dépenses. Quand on n'est pas parti ou très peu parti, on ne sait pas toujours ce dont on aura besoin pendant le séjour. Pourtant, c'est un élément « viabilisateur » du projet. On traite de la gestion des craintes et les démarches administratives. Ce sont essentiellement des séjours entre amis ou en couple. Très peu de jeunes partent seuls. Les séjours durent environ une semaine et sont plutôt sédentaires. On a peu de séjours itinérants. Ils étaient environ un sur dix en 2015. Mais ils se développent.

Pour schématiser, dans le projet vacances, il y a la préparation, le séjour et le retour. Suite à la préparation, entre 7 et 8 jeunes sur dix estiment avoir développé leurs compétences et qualités générales. Cette tendance est d'autant plus forte chez les jeunes mineurs, chez les jeunes qui s'estiment économiquement dépendants et qui s'estiment éloignés des vacances qui partent moins d'une fois par an en vacances et qui estiment d'avoir besoin de séances d'accompagnement à la préparation. Pour le séjour, on a proposé quatre items aux jeunes sur lesquels se positionner : la gestion des déplacements, la gestion des tâches domestiques, la gestion du budget et la gestion des relations sociales. Plus de la

moitié estime avoir gagné en compétence dans la gestion des relations avec les autres et dans la gestion budgétaire qui est le point le plus difficile dans la préparation et aussi le point de satisfaction le plus fort pendant le séjour. C'est le fait d'avoir tenu le budget qui procure un sentiment de réussite. 67% des jeunes estiment avoir gagné en capacité dans leurs relations sociales. Il y a l'acceptation de la différence, la conciliation des envies, des choix en temps réel et la vie collective en général dans l'organisation du quotidien à plusieurs. 39% disent avoir dépassé des craintes pendant le séjour et 41% s'être démontré des capacités. 77% des jeunes estiment que ce séjour leur a permis d'accroître leur autonomie dans le regard de leurs parents.

On les a suivis pendant un an. On les a suivis pendant la préparation en 2014, au retour en automne 2014 et en été 2015. On a fait un bilan par questionnaire avec ceux qui ont souhaité participer à l'étude. On observe plusieurs données intéressantes dans les profils JIPIR, Jeunes inscrits en parcours d'insertion renforcé. Un an après être partis en vacances, deux tiers ont vu leur situation scolaire ou professionnelle évoluer de la recherché d'emploi vers la formation et/ou l'emploi en contrat spécifique type CDD, intérim, hors CDD. Parmi eux, un quart a un lien direct avec le projet vacances. C'est extraordinaire, ça peut être de décrocher un emploi sur le lieu de séjour. Ça peut être une nouvelle relation au cours de la préparation avec la structure et la découverte d'autres services. Ça a permis de prolonger l'accompagnement et d'aller vers un guidage à l'emploi plus efficient. Le lien direct n'est pas forcément dans le temps de séjour. Il peut aussi être dans la périphérie de l'accompagnement au projet vacances. Deux tiers ont vu leur situation personnelle évoluer. C'est le rapport à soi. On se perçoit différemment un an après, soi-même et aussi son environnement. Les jeunes qui sont partis en vacances en autonomie ont le sentiment que leurs proches ont un regard différent sur eux depuis qu'ils sont revenus. La pratique des loisirs et la gestion des déplacements semblent plus faciles. Beaucoup disent avoir passé le permis depuis. D'autres se sont inscrits dans une activité de loisirs en parallèle de leur activité principale. 13% de ces deux tiers estiment qu'il y a un lien direct avec le projet vacances. 57% y voient un lien probable. 50% de ceux qui sont partis en 2014 ont développé de nouveaux projets. Ce sont essentiellement des projets de mobilité comme faire le tour du monde, partir en Erasmus, faire un service civique. Prendre des distances avec l'habituel du territoire. Aller ailleurs pour voir ce qui s'y passe. Ces projets de mobilité n'étaient pas toujours absents avant le projet vacances. Il y avait cette envie de mobilité. C'est ce qui fait que ces jeunes s'inscrivent dans ce projet vacances. Certains sont à convaincre, mais pour l'essentiel ils ont cette envie de bouger. Ce qui se transforme, c'est que ça devient réalisable. Ce n'est plus seulement un désir, c'est un projet. Nous avons des données sur le suivi longitudinal. On a proposé à ces jeunes en parcours d'insertion renforcée de se situer sur une douzaine de capacités-clef : l'anticipation, l'identification des points forts et des points faibles, l'auto-évaluation, l'organisation, etc., au début du projet, au retour et un an après. Dans l'identification des points forts et des points faibles, en cinq points de « pas du tout » à « tout à fait », on voit une chute du score moyen qu'on s'attribue. Il y a une stagnation. On passe de 4,2 à 3,7 au retour du séjour et un an après on reste à 3,7. C'est comme si le séjour avait joué un rôle de trouble de l'image de soi. On a été surpris de savoir faire des choses et de ne pas savoir bien faire celles pour lesquelles on était confiant. C'est à relativiser car les jeunes qui ont bénéficié d'un bilan du séjour, qui ont revu le professionnel qui les a accompagnés, passent d'une moyenne de 3,5 à 3,3. Mais un an après, ils passent à 4,5 comme si ce post-séjour avait été, peut-être, un moyen de rebondir dans la qualification de ce qu'on est. La dernière donnée que je trouve intéressante concerne la projection temporelle, c'est-à-dire la proximité ou l'éloignement des projets que l'on a. On leur a posé la question avant, au retour et un an après pour savoir s'ils avaient des projets pour les mois à venir, l'année prochaine, les années à venir ou pas du tout. Statistiquement, on observe un effet boomerang. Avant le départ, on a un taux de base. Au retour du séjour, la part de jeunes qui a les projets les plus loin augmente considérablement. On passe de 27% à 47%. Un an après, on revient presque au taux de base, d'avant départ. C'est ce que j'ai qualifié d'effet boomerang. On pourrait interpréter ça comme un projet vacances qui aurait un effet d'ouvrir les possibles. Au retour, on a envie de recommencer, on a des perspectives qui s'élargissent pour les années à venir. Et puis, il y a ce principe de réalité pour des jeunes qui n'arrivent pas tout de suite à faire bouger leur situation, ce qui fait qu'un an après ils reviennent à l'initial. Ce qui est à valoriser, c'est l'effet au retour. Il semble qu'il y ait bien un effet tremplin un élément charnière à ce retour de vacances. Le regard global sur ces données serait de se dire que, juste après le projet vacances, un petit séisme identitaire est provoqué chez les jeunes. Ils ne savent plus vraiment qui ils sont, mais ils ont envie de faire plein de choses. Je caricature à dessein. Peut-être faut-il profiter de ce temps pour retravailler avec les jeunes l'image de soi, utiliser cet appétit pour l'après, pour mettre en place ce bilan post-séjour de façon plus évidente pour responsabiliser les jeunes dans la réussite de leur projet, qu'ils aient bien conscience que ce qui s'est passé, c'est grâce à eux. Il faut qu'ils se sentent porteurs des

compétences qu'ils ont pu mettre en œuvre, les identifier pour aider à une remise dans la recherche d'emploi plus facile, plus évidente.

L'estime de soi semble aussi bouger chez ces jeunes sur le plan du travail et du futur. L'estime de soi en psychologie sociale n'est pas un concept unique. Il y a cinq sous-dimensions. Parmi elles, c'est l'estime de soi au travail et l'estime de soi future qui bougent. Là, on a cette précision qui nous dit que les vacances semblent faire bouger l'estime de soi au travail et l'estime de soi future des jeunes. En toute dernière donnée, ce sont les capacités de persévérance, d'anticipation et d'organisation qui bougent au-delà de l'identification de ses points forts et de ses points faibles. Ces notions sont ancrées dans la temporalité. Selon moi, le projet vacances permet d'utiliser la mobilité comme un support d'évolution du rapport à soi et aux autres et aussi du rapport au temps, la projection. La perspective spatiale, c'est l'ailleurs pour mieux socialiser, pour mieux aller vers les autres et vers soi et pour mieux temporaliser. Ces trois entrées sont intéressantes. Le projet vacances apporte un potentiel de remobilisation en bougeant sur des dimensions psychosociales du mieux-être, les projets, l'estime et les compétences. Il est important de rappeler que c'est en particulier vrai pour les jeunes qui sont économiquement dépendants et qui s'estiment initialement les moins compétents au projet vacances. Ce sont les plus susceptibles de solliciter l'accompagnement professionnel.

Anissa Bouvard (Conseil Départemental des Bouches du Rhône) : je suis responsable du pôle projet au département des Bouches-du-Rhône. Loin de moi l'idée de minimiser dans mon propos les actions de tous. Je m'étais inscrite à cet atelier en réfléchissant l'insertion professionnelle des jeunes dans une société qui évolue. En quoi vos actions sont-elles novatrices ? L'association Vacances a été créée en 1990. Y a-t-il des évolutions dans l'approche ? Le groupement des jeunes créateurs me fait un peu penser à Envie d'agir sur le volet professionnel qui aidait à la création d'entreprises de jeunes. Peut-être que ça n'a rien à voir, mais j'aimerais comprendre comment vous inscrivez dans des nouveaux outils qui aident à l'insertion professionnelle. Ce n'est pas pour avoir un regard négatif sur vos actions.

**Dominique Tajana** : Envie d'agir, c'est complètement différent parce que ça concerne la création d'entreprises pure. Le groupement de créateurs n'est pas que de l'entrepreneuriat. C'est de l'insertion professionnelle. C'est une approche différente dans l'accompagnement à l'insertion professionnelle de l'approche classique qui existe aujourd'hui. En mission locale, quand on accompagne quelqu'un dans son projet professionnel, on travaille son projet professionnel. On recherche une formation. On avance par rapport à des thèses d'orientation. On peut faire un bilan-diagnostic, des stages. Si on est dans la garantie jeune, on va travailler d'une autre manière puisqu'on va aller directement en stage en entreprise et on voit le projet professionnel après. Là, on part uniquement du montage d'un projet. Ça peut être par exemple le montage d'un spectacle. Ça n'a rien à voir avec le projet professionnel du jeune. Ça peut ne rien avoir à voir. Le DUCA, diplôme universitaire de créateur d'activité, est très novateur. Il n'existait pas en dehors des groupements de créateurs.

**Sabine Dubessay, directrice de la mission locale de Moulins** : Il y a aussi une approche dans la phase d'émergence qui est de ne pas emmener le jeune vers le besoin existant, vers l'offre qu'il y a sur le territoire. C'est partir de son envie de créer quelque chose. A un jeune qui veut être concepteur de jeux vidéo, on va lui dire qu'il y a peu d'élus. On va lui permettre de travailler son projet et de trouver les moyens de le réussir. C'est différent. Il peut se mettre auto-entrepreneur pour créer cette activité. Il peut proposer des services à une entreprise qui n'y a pas pensé et qui peut l'inscrire dans son activité.

**Élodie Brisset, chargée d'études et de recherche, association Vacances ouvertes** : c'est une très bonne remarque. On se pose cette question tous les jours. Je vais y répondre en toute honnêteté. Je n'avais pas lu le mot nouveau comme la nouveauté, la chose innovante, mais comme la chose décalée et le moyen alternatif. En ça, le projet vacances n'est pas l'évidence pour tout le monde, notamment en mission locale où ça peut faire paradoxe fondamental au sens où la mission locale c'est l'emploi et que les vacances sont pensées comme l'opposé de l'emploi, sans doute à tort. Ma réponse est que le projet vacances est un outil alternatif. Beaucoup de personnes ne savent pas encore que ça existe, même si nous existons depuis 1990. Les structures et le personnel évoluent. Les pratiques évoluent. C'est un travail quotidien de défendre ce projet comme alternatif et comme pertinent. La deuxième réponse dans la réponse est qu'on s'efforce de s'ajuster aux besoins des jeunes et des professionnels qui portent ces projets, des institutions qui peuvent être relais. Suite à cette étude, on lance un projet à l'intérieur de notre dispositif jeunesse qui est une application. Je ne sais pas si c'est novateur, mais c'est à la pointe de la technologie. Pour encore optimiser le potentiel d'acquisitions à travers le projet vacances, les

jeunes ont besoin d'un temps de conscientisation de ce qui s'est passé. On est en train de développer avec ma collègue l'application « Sac ados » qui devrait être expérimentée courant 2017. Elle vise à proposer aux jeunes un espace de construction numérique entre eux, mais aussi avec le professionnel, de leur projet. Et au retour pour pouvoir, parce qu'ils auront rempli l'ensemble des actions prévues, réaliser ce qui s'est passé dans ces actions en matière de capacités. C'est peut-être une réponse parallèle à votre question. C'est au quotidien faire l'effort, parce que le concept est toujours valable, de l'outiller pour qu'il reste innovant, attractif et pertinent.

**Élodie Brisset, chargée d'études et de recherche, association Vacances ouvertes** : je me suis inspirée de travaux de recherche en psychologie sociale. Je ne me rappelle pas le nom de cette étude et de ses auteurs. Elle avait été réalisée auprès de jeunes en parcours d'insertion renforcée. C'était une matrice issue des travaux de recherche en psychologie. Je vous enverrai la référence.

**Un participant** : c'est une réflexion. Nous les professionnels, ne sommes-nous pas toujours à la recherche de quelque chose de novateur, d'exceptionnel, d'un outil miraculeux ? Quels sont ceux qui ne sont jamais partis en vacances à 15 ou 16 ans dans cette salle avec des copains en montant un projet de ce type ? La problématique est surtout éducative comme vous l'avez dit. Certains de ces jeunes n'ont pas les clefs pour se donner les moyens, financiers certes, mais de construire un projet. Un projet peut se construire à 15 km d'ici. Nous les professionnels, n'avons-nous pas le besoin de nous réinterroger sur des dispositifs qui ont fonctionné, des manières de faire qu'on a parfois oubliées pour revenir à nos fondamentaux ? On sait déjà tout.

**Viviane Massacrier, responsable du pôle insertion, emploi, logement, département de l'Allier** : merci beaucoup pour vos interventions, mesdames. Au stand de Vacances ouvertes, vous aurez des éléments plus précis sur l'opération innovante « Sac ados ». J'ai pris le mot de la fin dans ce que j'ai lu des groupements de créateurs : « Donne à tes rêves des moyens d'exister ». C'était notre thématique de ce matin avec les moyens d'accompagnement dans le cadre de l'insertion. Merci à tous.